

APPENDICE No 3

paroles ont été publiées dans le *Citizen*, mais un peu plus tard M. Bowman admettait que ce chiffre était trop élevé, et il était tout à fait disposé à en arriver à un compromis sur une base de 50-50.

M. HAMMELL: Vous ne pouvez pas dicter aux journalistes ce qu'ils ont à dire dans leurs journaux.

M. SALES: Mais si cette déclaration avait été contredite dans le temps qu'elle a été faite cette impression ne se serait pas répandue.

M. CALDWELL: Je ne blâme pas les journalistes parce qu'ils entrent ici et entendent une partie des témoignages et s'en vont, puis lorsque les corrections sont faites ils peuvent être absents.

M. MUNRO: Je prétends que cela concerne les journaux. La même chose, je crois, nous est arrivée à chacun de nous. Nous nous sommes exprimés clairement dans nos discours en public et certains journalistes de nos adversaires ne rapportent pas exactement nos paroles ou bien quelquefois ne les rapportent pas du tout.

M. SALES: Supposons que quelqu'un prenne le témoignage de M. Bowman, hier, et s'arrête à la remarque qu'il a faite, il n'y a rien pour relier les paroles à la rétraction qui a été faite plus tard.

M. MCKAY: Vous pouvez poser des questions à la fin de l'exposé.

Le TÉMOIN: Mon exposé est très bref, et je désire tout simplement attirer votre attention sur des renseignements inexacts et trompeurs qui vous ont été communiqués et nous désirons vous présenter notre côté de la question. Je ne crois pas que mon exposé doive donner lieu à une longue discussion.

A la séance de votre comité de mercredi dernier M. Deachman a fait, au sujet de l'industrie de la chaussure, certaines déclarations qui étaient inexactes et trompeuses, et donnaient une fausse idée de la situation. Nous sommes ici pour vous soumettre les faits relatifs à cette industrie. Nous avons rien à cacher et nous vous invitons à poursuivre un examen des plus sévères. Nous avons apporté des documents avec nous et nous sommes prêts à vous donner tous les renseignements qu'il vous plaira de nous demander.

Pour commencer je désire vous donner un aperçu de la situation telle qu'elle est dans l'industrie de la chaussure. Cette industrie au Canada a toujours été, et elle est encore à l'heure présente, sujette à une concurrence domestique et elle est encore à l'heure présente, sujette à une concurrence domestique. Les des plus actives, c'est une concurrence intérieure entre les divers fabricants. Les statistiques les plus récentes du bureau fédéral des statistiques indiquent qu'il y a, au pays, 173 fabriques du genre, soit 19 fabriques pour chaque million de population. Comme vous voyez ce chiffre représente un grand nombre de fabriques et signifie une concurrence très forte. Les prix auxquels ces fabriques doivent vendre leurs produits, afin de soutenir la concurrence entre elles, sont naturellement basés sur le coût exact de production plus un profit raisonnable, lorsque vous pouvez l'obtenir, sans référence aucune au tarif quel qu'il soit ou sans tenir compte d'aucune considération étrangère. Dans l'industrie de la chaussure il n'y a aucun genre de coalition, il n'y a aucune entente entre les fabricants pour fixer les prix ou pour discuter des questions qui auraient pour effet de conduire à l'inflation des valeurs. Naturellement, cela est impossible vu qu'il y a un si grand nombre de fabricants qui produisent tant de variétés d'un même article. Un autre point qui devra nous frapper c'est que dans l'industrie de la chaussure il n'y a pas de millionnaires. Probablement, c'est la seule industrie que vous trouverez dans laquelle vous ne verrez pas un seul millionnaire. Comme question de fait parmi ces 173 compagnies qui existent aujourd'hui il n'y a pas plus d'un ou deux hommes qui possèdent plus d'un demi-million de dollars, si vous examinez bien les choses. Pour vous convaincre de l'état dans lequel cette concurrence a conduit cette industrie vous n'avez

[M. John E. Warrington.]